

Des centaines de sociétés minières, pétrolières et gazières divulguent pour la première fois les paiements versés aux gouvernements, au Canada et partout dans le monde

Ottawa, Canada — le 8 juin 2017

Aujourd'hui, Publiez ce que vous payez–Canada accueille favorablement la divulgation publique de centaines de rapports détaillant les paiements versés aux gouvernements par les sociétés extractives canadiennes. Pour la plupart des sociétés, c'est la première fois que ces paiements sont rendus publics.

« Étant donné l'existence de plus de 1200 sociétés extractives enregistrées au Canada, qui exercent leurs activités dans plus de 100 pays, la divulgation des paiements au Canada accroîtra la transparence du secteur de l'extraction partout dans le monde », a déclaré Claire Woodside, directrice de PCQVP–Canada. « Ces nouveaux rapports fourniront aussi des données pertinentes au sujet des flux de paiements aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux au Canada, cette information n'ayant pas été, jusqu'à maintenant, accessible à la population de façon systématique. »

Ces rapports, déposés auprès de Ressources naturelles Canada et [affichés](#) sur son site Web, ont été rendus disponibles grâce à l'entrée en vigueur de la [Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif](#). Cette loi exige que toutes les sociétés extractives canadiennes enregistrées et cotées en bourse divulguent les paiements versés aux gouvernements, au Canada et à l'étranger. PCQVP–Canada a milité en faveur de l'élaboration et de l'adoption de cette loi par l'entremise d'une collaboration novatrice avec des associations de l'industrie minière canadienne et le Natural Resource Governance Institute (NRGI).

« Nos partenaires partout au monde ont hâte d'examiner ces rapports de plus près » a dit Ian Thomson, d'Oxfam Canada. « De nombreuses collectivités sont touchées par les projets canadiens d'extraction à grande échelle des ressources; elles manquent toutefois de renseignements critiques sur les revenus tirés de ces projets et versés aux gouvernements. Les citoyens veulent savoir si leur pays obtient un accord favorable. »

Au cours des prochains mois, PCQVP–Canada, avec l'appui du NRGI, s'emploiera à créer une base de données centrale des rapports, en plus d'analyser individuellement ces rapports et de faire de la sensibilisation à ce sujet de manière

plus générale. « La transparence dans le secteur des ressources naturelles est un élément indispensable d'une reddition de comptes dans la gouvernance des ressources et de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes », a affirmé Kady Seguin, de Partenariat Afrique Canada. « Grâce à ces rapports, le Canada ouvre la voie vers un secteur mondial des ressources plus transparent et plus responsable. »

[Publiez ce que vous payez Canada](#) est la coalition nationale du réseau mondial de [PCQVP](#). Ce réseau réunit plus de 800 organisations de la société civile dans plus de 40 pays, unis pour réclamer un secteur de l'extraction plus transparent et responsable, qui permette aux citoyens d'exprimer leurs opinions sur le caractère opportun de l'extraction de leurs ressources, sur la façon dont celles-ci sont extraites et sur la manière dont les recettes provenant de l'extraction sont dépensées.

Personne-ressource pour les médias :

Claire Woodside, Publiez ce que vous payez Canada, cwoodside@pwyp.ca, 613-237-6768 poste 29 ou 613-794-3536, @pwypcanada